Lettre ouverte des organisations syndicales de la DGCCRF et de leurs fédérations aux ministres de Bercy

Monsieur Pierre Moscovici Ministre de l'Economie et des Finances

Copie à

Monsieur Jérôme Cahuzac Ministre Délégué en charge du Budget

Monsieur Benoit Hamon Ministre Délégué en charge de l'Economie sociale et Solidaire et de la Consommation

Monsieur Dominique Lamiot Secrétaire général

Monsieur François Adam Conseiller

Monsieur le Ministre,

Le Président de la République a condamné fermement une certaine manière de réformer l'Etat en s'engageant à « l'arrêt » de la Révision Générale des Politiques Publiques. Une déclinaison particulièrement nocive de cette RGPP est la Réforme de l'Administration Territoriale de l'Etat dans son volet de déstructuration de la DGCCRF, y compris dans ses incidences sur le Service Commun des Laboratoires.

Les organisations syndicales de la DGCCRF et leurs fédérations considèrent qu'il est nécessaire de sortir la DGCCRF du dispositif de la REATE, et de restituer à cette administration une chaîne de commandement nationale et ministérielle opérationnelle, d'arrêter les suppressions d'emplois.

En effet, les personnels, leurs représentants syndicaux et les interlocuteurs de la DGCCRF font un constat d'une très grande gravité des conséquences de la REATE :

- La disparition du lien hiérarchique directionnel et ministériel a dégradé le nombre et la qualité des contrôles au-delà de l'effet propre des suppressions d'emplois.
- Les consommateurs, les entreprises et les élus ne peuvent plus identifier, dans un ensemble incohérent, l'administration chargée de les protéger et de recueillir leurs plaintes.
- Les personnels ont vu leurs conditions de travail se dégrader, leurs compétences ignorées et ils ont le sentiment d'avoir été méprisés par leur administration centrale.
- Les suppressions d'emplois ont privé les services des moyens nécessaires pour exercer leurs missions.

Pour mettre un terme à cette situation, les organisations syndicales de la DGCCRF et leurs fédérations souhaitent que des orientations soient prises rapidement et qu'elles prennent la forme d'une expression publique de votre part. Afin d'en débattre, elles vous demandent d'organiser, au niveau de votre cabinet, une rencontre qui doit intervenir de toute urgence.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération distinguée.

CGT DGCCRF	Solidaires CCRF et SCL	FO CCRF	FO SNPL	CFDT DGCCRF Labos
Jean Dulac	Emmanuel Paillusson	Michel Garcin	Sophie Mahé	Patrice Rio
CGT Finances	Solidaires Finances	FO Finances		CFDT Finances
Patricia Tejas	Vincent Drezet	Laurent Aubursin		Damien Leroux